

Rapport

Montréal – 16 octobre 2019



Tirer des leçons des expériences des personnes âgées immigrantes

Table-ronde des organismes montréalais desservant les
personnes âgées immigrantes

Thème : Le logement

16 octobre 2019

Document produit le 29 octobre 2019 par Julien Simard et Shari Brotman.

Table des matières

Remerciements et partenaires	(3)
Introduction	(4)
Présentation de la TCAIM et de la DRSP	(6)
Présentation du ROMEL	(21)
Notes des discussions	(30)
Contact	(52)

Remerciements et partenaires

Merci d'abord à toutes les participant.e.s à cette table-ronde pour votre implication et votre intérêt pour ces enjeux importants.

- L'équipe de recherche

Shari Brotman (McGill School of Social Work) – chercheuse principale

Pam Orzeck (McGill School of Social Work) - animation

Julien Simard (INRS-UCS) – coordination et animation

Pascual Delgado (ACCÉSSS) – collaborateur et animation

Marie-Ève Samson (Université de Montréal) – animation

Raphaël Massé (TCAIM) – animation

Valérie Lemieux (DRSP) – animation

Shu Luo (Université de Montréal) – prise de notes

Imane El Mahi (TCAIM) – prise de notes

Adina Ungureanu (ACCÉSSS) – prise de notes

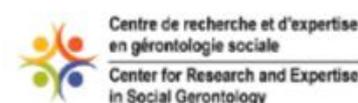
Gabrielle Jacobs (McGill School of Social Work) – prise de notes

Tamar Wolofsky (McGill School of Social Work) – prise de notes

Yanina Chukhovich (McGill School of Social Work) – prise de notes

- Les partenaires

Nous aimerions remercier chaleureusement Pascual Delgado (ACCÉSSS) pour ses précieux conseils et pour ses incalculables contributions à l'organisation de cet événement, ainsi que Raphaël Massé de la Table de concertation des aînés de l'île de Montréal (TCAIM), co-organisateur de cette table-ronde.



- Bailleurs de fonds



Introduction

- Présentation du projet

Le projet *Tirer des leçons des expériences de personnes âgées immigrantes* porte sur les stratégies requises pour faire face à l'exclusion sociale des personnes âgées immigrantes. Il a pour objectif de réunir des intervenant.e.s du réseau public et communautaire qui desservent les personnes âgées immigrantes pour discuter de leurs réalités et de pistes de solutions face aux enjeux touchant cette clientèle.

Ce projet est la deuxième phase d'une étude sur les parcours de vie des personnes âgées immigrantes qui s'est déroulée entre 2014 et 2017 : *Les expériences de personnes âgées immigrantes. Une étude narrative - « photovoix »*. Cette étude incorpore l'approche narrative et la technique *photovoix* dans le but d'explorer comment le processus de l'immigration influence la vie des personnes âgées. Les résultats de cette étude sont présentés sous forme [d'une exposition de photos](#), résumant les parcours de vie et les expériences de 19 personnes âgées immigrantes. Un des principaux buts du projet est de contribuer aux efforts permettant d'améliorer notre capacité - en tant que chercheur.e.s, praticien.n.e.s et militant.e.s - de travailler ensemble pour contrer les stéréotypes affectant personnes âgées immigrantes, qui sont malheureusement trop communs dans notre société. Il s'agit également d'adapter nos services pour mieux répondre aux besoins et aux réalités des diverses communautés.

- Équipe de travail

Notre équipe de recherche représente un partenariat entre l'université et la communauté, avec des comités consultatifs composé d'organismes communautaires ethnoculturels et d'immigrants, de prestataires de services et de décideurs politiques du Québec, Alberta et de la Colombie-Britannique. Nous avons travaillé au sein d'une diversité d'immigrants et de groupes ethnoculturels, et ce dans 7 langues différentes pour atteindre les personnes âgées immigrantes qui sont sous-représentées dans la prestation de services, dans les politiques et dans la recherche.

- Description du présent rapport

Ce rapport préliminaire présente un résumé des discussions de la table ronde qui a eu lieu le **16 octobre 2019, au 7000 avenue du Parc, à Montréal**. Cette table ronde avait comme thématique principale *le logement* et a réuni plus de 62 participant.e.s. À chaque table, entre 8 et 12 participant.e.s appartenant à diverses organisations communautaires et institutionnelles ainsi qu'une personne chargée de l'animation ont échangé ensemble pendant près d'une heure. Les grandes lignes de leurs propos, notés minutieusement par des membres de notre équipe, furent par la suite rapportés en plénière. Veuillez noter que les opinions présentées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de recherche ou de tous les participant.e.s présents, mais documentent plutôt la diversité des positions et des commentaires formulés lors de ces discussions.

- Prochaines étapes

Un rapport final sera produit à la fin des consultations pancanadiennes. Ce rapport résumera les thématiques et les discussions émanant de toutes les tables rondes qui auront lieu au cours des 18 prochains mois dans 5 différentes villes (Laval, Montréal, Québec, Calgary et Vancouver). Au total, à l'échelle du Canada, se tiendront 10 évènements sur divers thèmes. Parmi ceux-ci : l'isolement et l'inclusion sociale, la proche-aidance, le logement et les transports ainsi que la maltraitance.



Présentation de la TCAIM et de la Direction régionale
de la santé publique (DRSP) – Raphaël Massé et Valérie
Lemieux

**TIRER DES LEÇONS DES EXPÉRIENCES DES PERSONNES
ÂGÉES IMMIGRANTES**

*Un portrait de données statistiques sur la thématique
de l'habitation*



PLAN DE PRÉSENTATION

OBJECTIF DE LA PRÉSENTATION:

Proposer un portrait statistique mettant en lumière différentes composantes de la réalité de la population âgée immigrante, principalement en ce qui a trait aux enjeux d'habitation.

DÉROULEMENT DE LA PRÉSENTATION

- 1) Origine du projet
- 2) Objectifs du projet
- 3) Présentation de données générales sur la population âgée immigrante montréalaise
- 4) Présentation de données liées à l'habitation
- 5) Synthèse
- 6) Pistes de réflexion

ORIGINE DU PROJET

FICHES STATISTIQUES

- ✓ Désir d'étendre le champ d'action de la TCAÎM
 - Dispersion des savoirs
- ✓ Suite logique aux Fiches thématiques MADA (2018) de la TCAÎM et du Portrait des aînés de l'île de Montréal de la DRSP (2017)
- ✓ Besoin d'approfondir les données statistiques pour mieux documenter certains enjeux spécifiques
- ✓ Faire le pont entre le milieu institutionnel et communautaire/citoyen.



OBJECTIFS DU PROJET

FICHES STATISTIQUES

✓ Développer les connaissances sur des enjeux spécifiques liés aux aînés montréalais

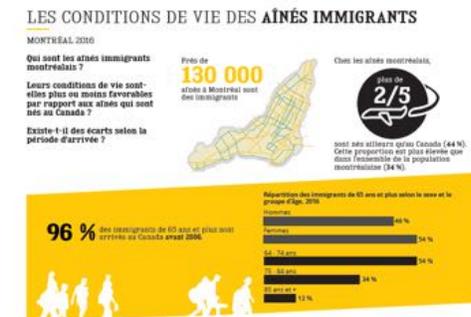
- Immigrants
- 85 ans +
- Pauvreté
- Logement
- Aînés vivant seuls

✓ Outiller les organismes pour mieux appuyer leurs demandes de financement (ex.: PNHA, SHV, QADA)

✓ Outiller les organismes/citoyens dans leurs représentations/planifications/etc

✓ Ultimement, influencer les politiques publiques

... plus concrètement



LA POPULATION AÎNÉE IMMIGRANTE À MONTRÉAL, ÇA REPRÉSENTE QUOI?

Chez les aînés montréalais,



sont nés ailleurs qu'au Canada (44 %).

96 % des immigrants de 65 ans et plus sont arrivés au Canada **avant 2006**.

QUI CONNAIT LES LANGUES OFFICIELLES?

14 %
des aînés
immigrants ne
connaissent ni
l'anglais, ni le
français.



Proportion des immigrants de 65 ans et plus qui ne connaissent aucune des langues officielles selon le sexe et le groupe d'âge, 2016



Arrivée avant 2006

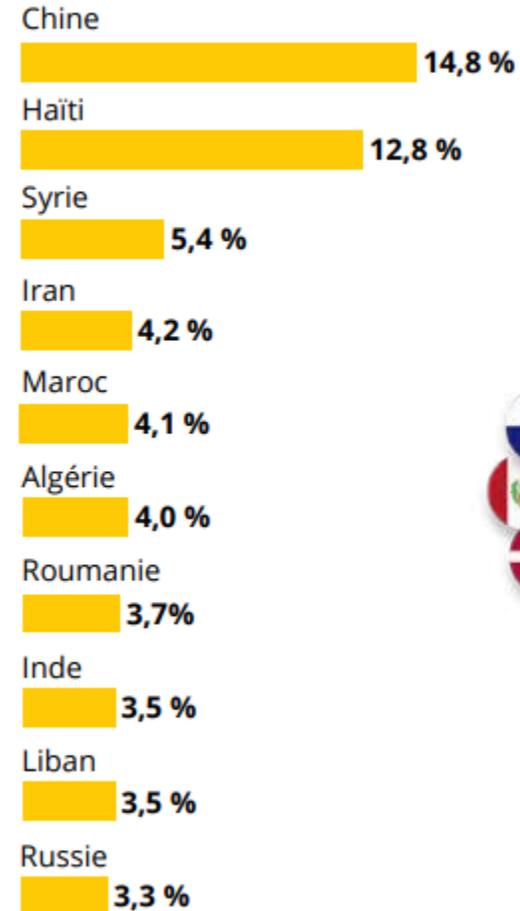
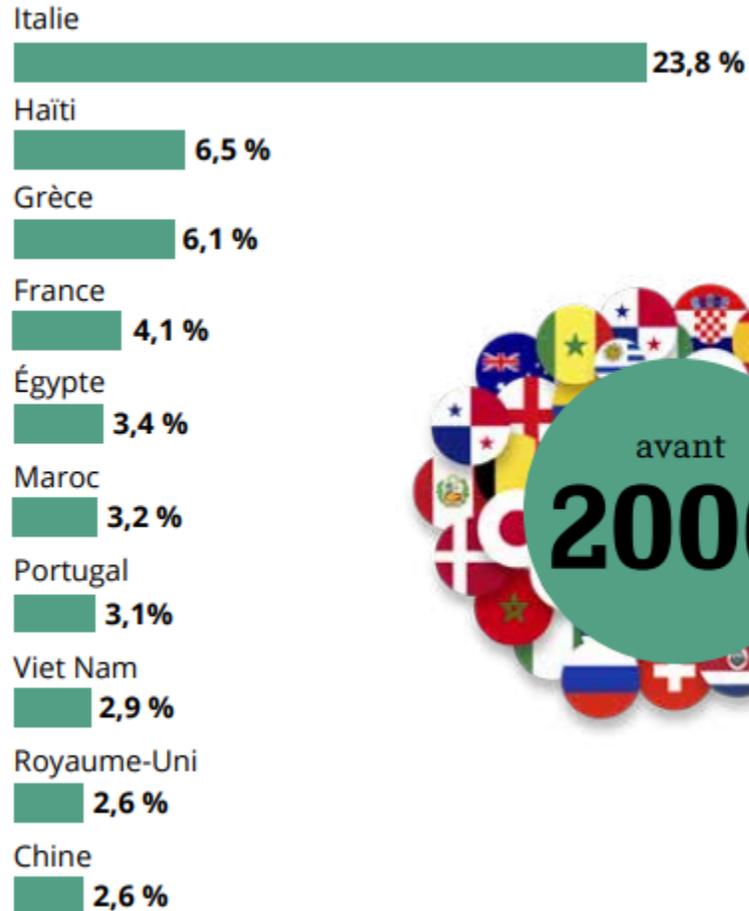
12%

Arrivée en 2006 ou après

44%

D'OÙ PROVIENNENT LES ÂNÉS IMMIGRANTS MONTRÉLAIS?

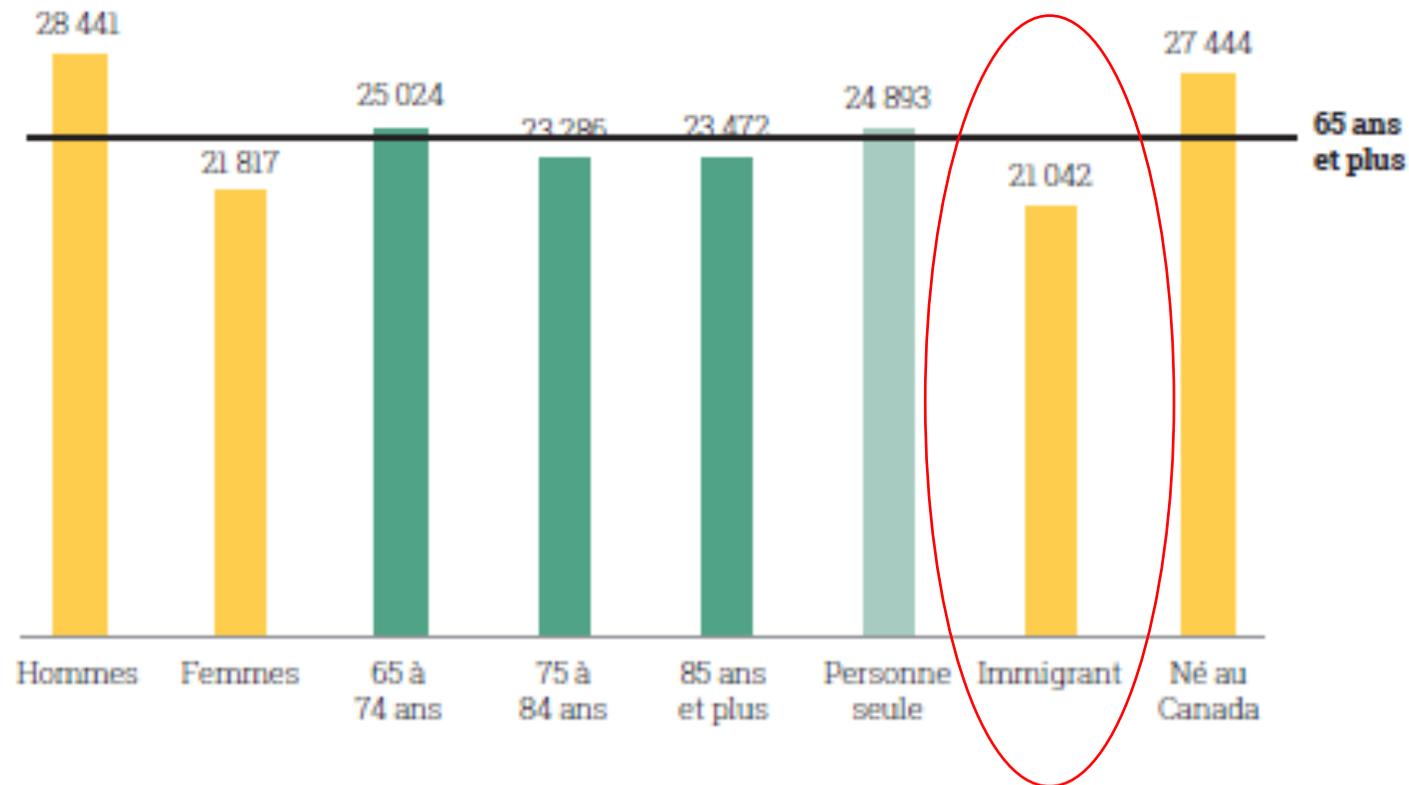
Principaux pays de provenance selon la période d'immigration : population immigrante de 65 ans et plus, Montréal, 2016



OÙ SE SITUE LE REVENU DES AÎNÉS IMMIGRANTS MONTRÉALAIS?

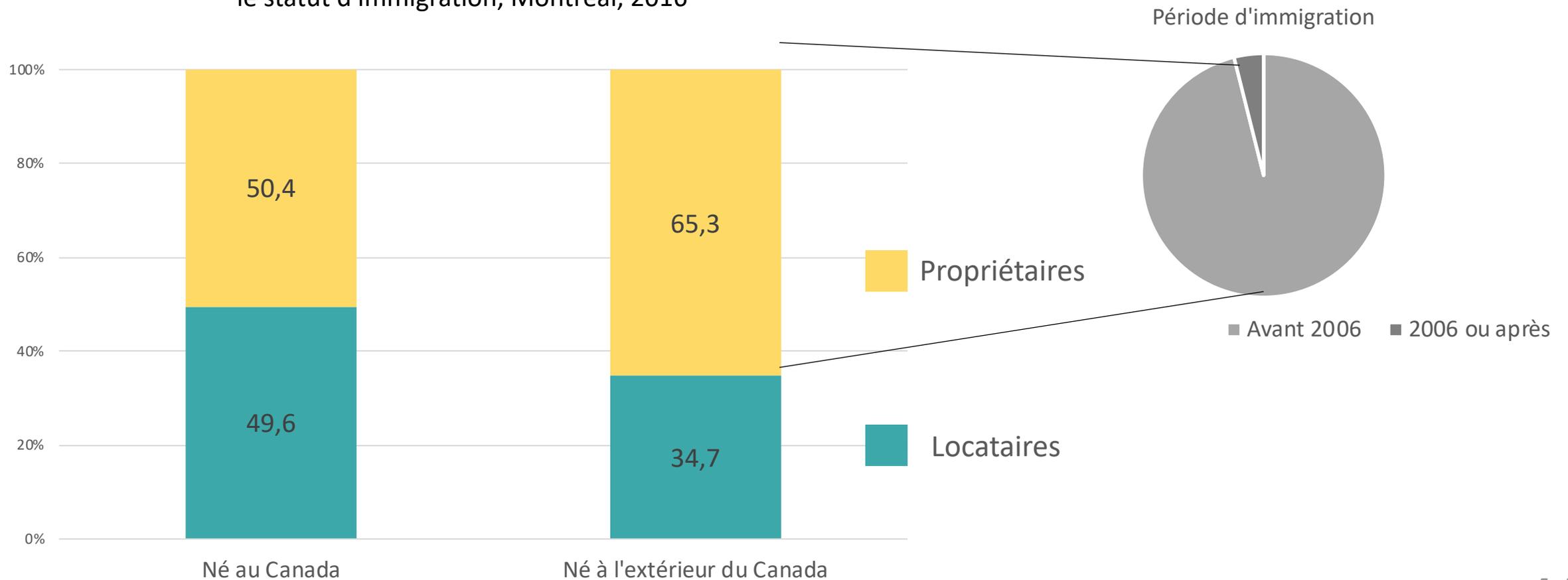
Revenu annuel médian, après impôt (\$)

Montréal, Recensement 2016

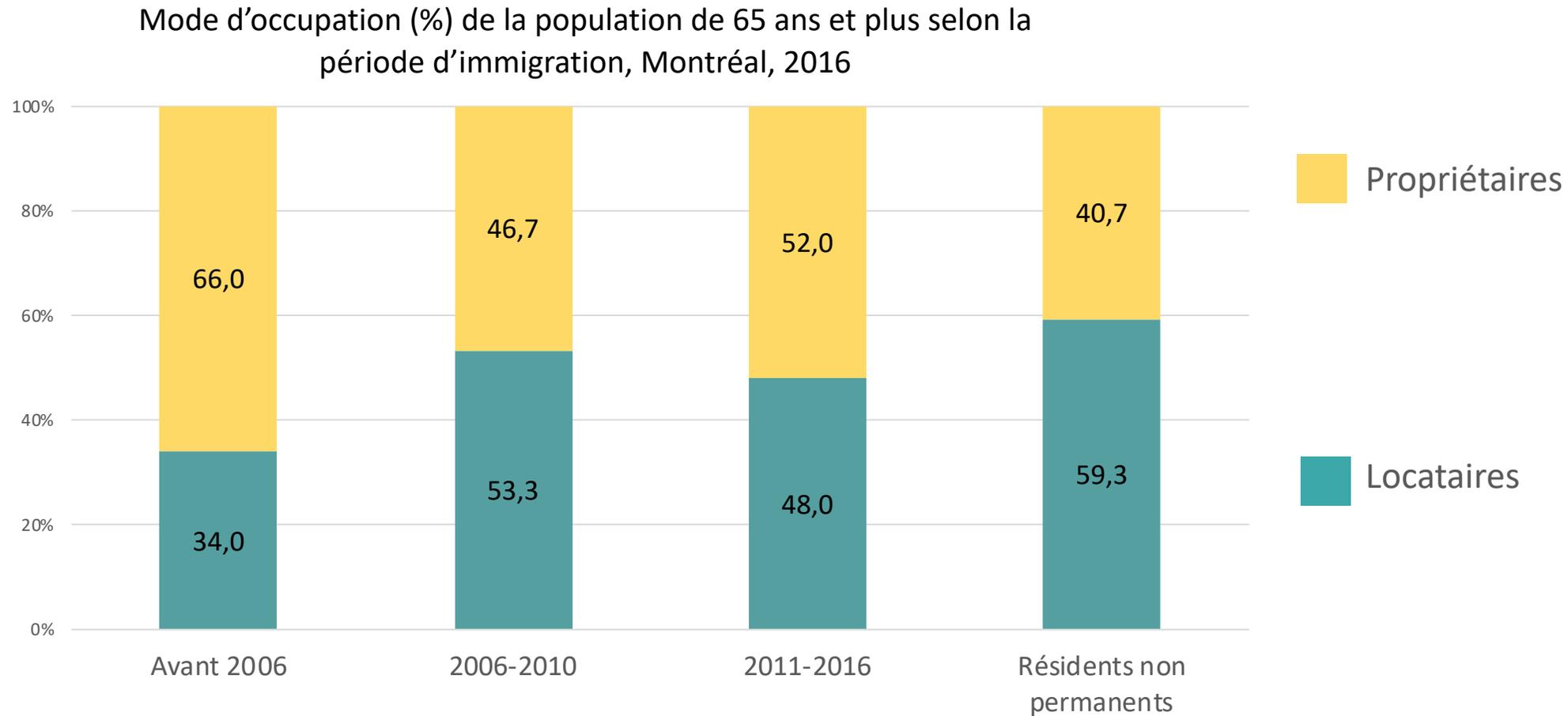


IMMIGRANTS: PROPRIÉTAIRES OU LOCATAIRES?

Mode d'occupation (%) de la population de 65 ans et plus selon le statut d'immigration, Montréal, 2016

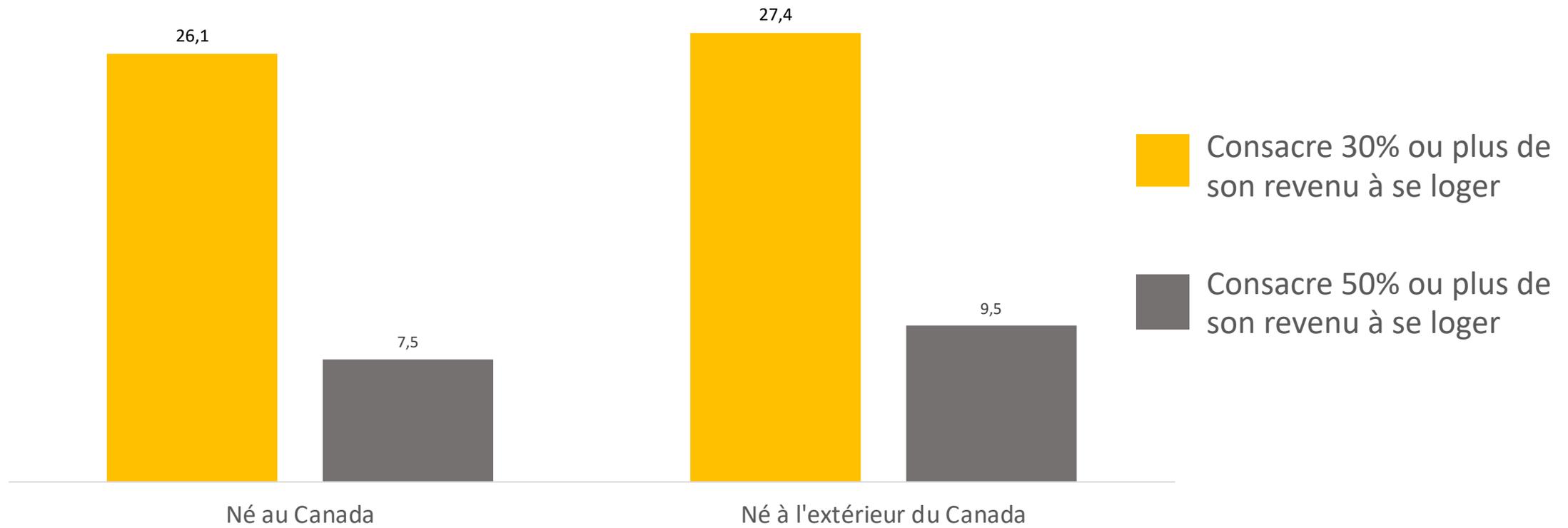


IMMIGRANTS: PROPRIÉTAIRES OU LOCATAIRES?



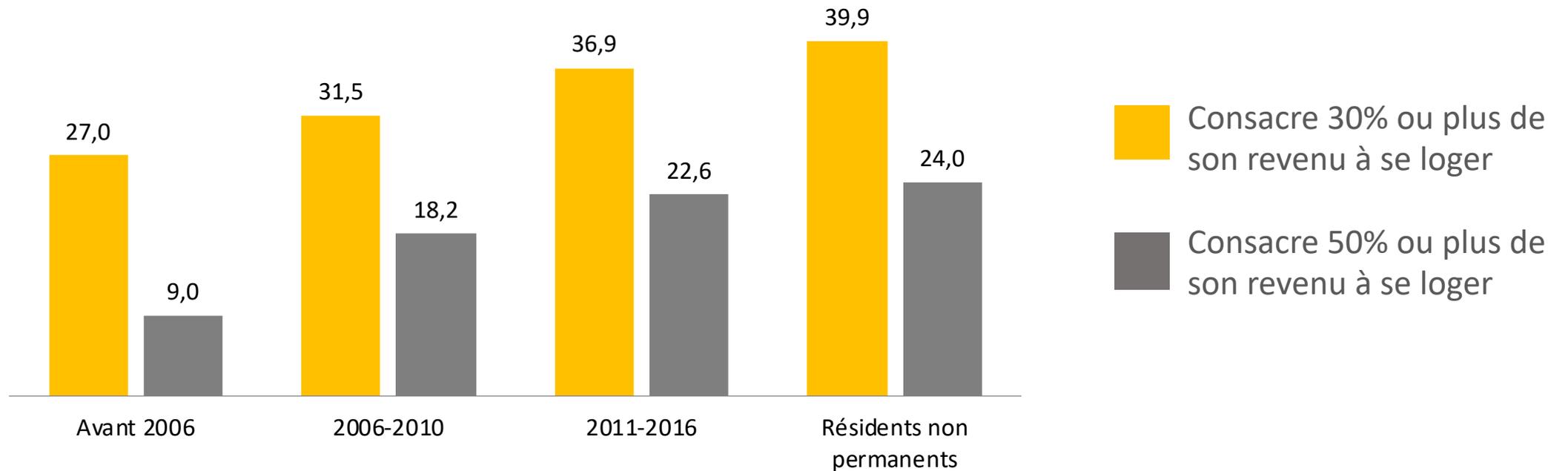
TAUX D'EFFORT SELON LE STATUT D'IMMIGRATION

Proportion (%) des 65 ans et plus consacrant 30% ou 50% de son revenu au logement selon le statut d'immigration, Montréal, 2016

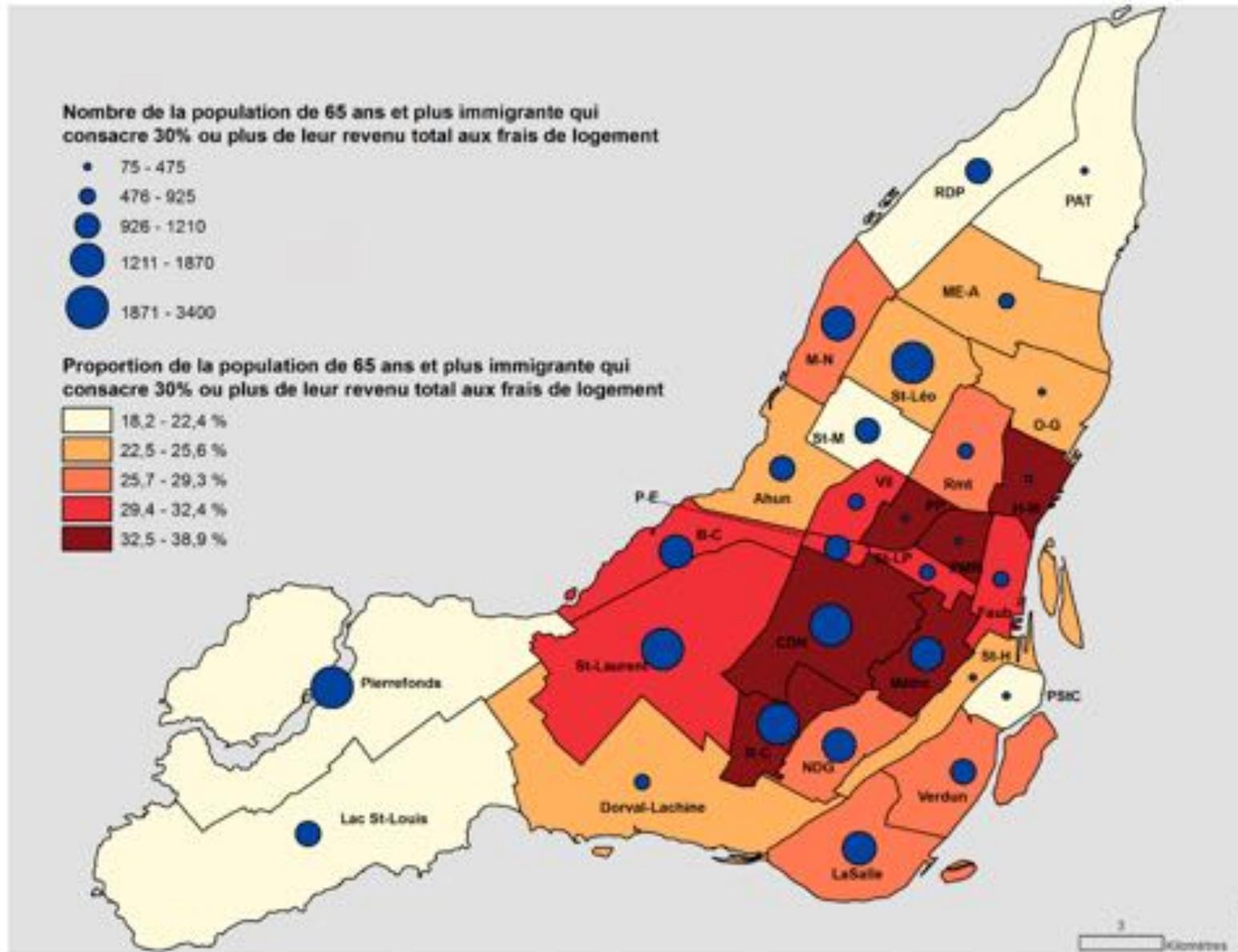


TAUX D'EFFORT SELON LA PÉRIODE D'IMMIGRATION

Proportion (%) des 65 ans et plus consacrant 30% ou 50% de son revenu au logement selon la période d'immigration, Montréal, 2016



RÉPARTITION TERRITORIALE DES ÂÎNÉS IMMIGRANTS SELON LE TAUX D'EFFORT



SYNTHÈSE

- Population aînée immigrante ≠ bloc monolithique;
- Néanmoins, des caractéristiques peuvent accroître leur vulnérabilité:
 - Le fait d'avoir immigré au Canada après 2006 ;
 - Le fait d'être une femme ;
 - Le fait de ne pas connaître l'une des deux langues officielles.
- Tout comme les femmes et les personnes seules, les personnes nées à l'étranger sont les groupes aux revenus les plus faibles et affichant un profil de plus grande précarité économique;
- Taux d'effort: un enjeu à surveiller dans les quartiers centraux de Montréal;
- Être un.e immigrant.e propriétaire: situation courante...pour certain.ne.s.



PISTES DE RÉFLEXION

- Quels accompagnements/programmes institutionnels pour les aînés nouveaux arrivants en matière d'habitation?
- Taux d'effort: Est-ce que le fait d'être propriétaire est un facteur de protection à toute épreuve?
- Taux d'effort: Nécessité d'un rôle accru des administrations locales pour protéger les populations aînées immigrantes des différents quartiers montréalais?
- Au-delà de l'aspect financier, les enjeux de salubrité et de sécurité du logement pour les aînés immigrants.

C'est à vous ce matin de nourrir la réflexion...et de proposer des pistes de solutions!



Présentation de Mazen Houdeib, Directeur général,
Regroupement des organismes du Montréal ethnique
pour le logement (ROMEL)



WWW.ROMEL-MONTREAL.CA

1

LE ROMEL ET SA MISSION

Le ROMEL a été fondé en 1984 par sept organismes communautaires et publics pour venir en aide aux personnes vulnérables, plus particulièrement les communautés ethniques, en matière de logement et de lutte contre la discrimination et l'exclusion sociale.

Les sept membres fondateurs sont: Le YMCA, l'Hirondelle, le CLSC CDN, La Maisonnée, L'OEIL de CDN, la Maison Internationale de la Rive-Sud et la Communauté Laotienne de Montréal

La population, en général, fait face aux problèmes suivants en matière de logement:

- L'insalubrité
- Le surpeuplement
- La sécurité
- La proximité des services
- Le prix de location
- La discrimination
- La baisse du taux d'inoccupation

- La sécurité
- La disponibilité de services
- L'isolement
- La vulnérabilité face à la maltraitance
- Le revenu
- La condition de santé physique
- La condition de santé psychologique

1) Celles qui sont nées ici ou arrivées très jeunes au Québec

Ce groupe vit les mêmes difficultés (pour se loger adéquatement) que l'ensemble des personnes âgées. On parle ici de la sécurité, la maltraitance, l'isolement et sur un autre plan le taux d'effort et le coût du logement. Même celles qui ont travaillé toute leur vie au Québec, elles peuvent se trouver privées de moyens financiers à leur retraite et/ou isolées de leurs proches. Cette réalité les expose à différents problèmes mentionnés ultérieurement. Toutefois, leur vécu et leur capacité de communiquer dans les langues officielles représentent un facteur aidant pour réduire leur vulnérabilité. Je dis bien réduire et non pas éliminer.

2) Celles qui font partie de l'unification de familles immigrantes, ou qui n'ont pas travaillé de longues années au Québec

Ce groupe vit des difficultés additionnelles, et sur certains aspects, plus prononcées, du fait des différences culturelles et de la méconnaissance des langues officielles. Cette réalité les rend plus vulnérables et pose un problème sérieux à leur bien-être social et leur cause beaucoup d'angoisse et de sentiment d'insécurité. Par contre, ce qui contribue parfois à atténuer ces sentiments, sont les liens familiaux et les coutumes s'y rattachées et partagées par l'ensemble des différentes composantes de la société d'accueil.

Trois secteurs “officiels” dessèrent les personnes âgées:

- 1) Le secteur privé (maisons de retraite et de ressources intermédiaires)
- 2) Le secteur public (CHSLD, OMHM, CIUSS)
- 3) Le secteur communautaire (OBNL d’habitation et différents organismes communautaires de services)

Un quatrième secteur à ne pas négliger ou sous-estimer: le domicile et les proches aidants

- Le secteur privé représente un déficit financier pour les personnes âgées à revenu moyen et modeste et particulièrement celles appartenant au groupe 2. On parle, entre autres, de maltraitance financière (78% des cas répertoriés), en plus de la maltraitance psychologique et physique. 44% des victimes demeurent dans un domicile privé ou en ressources intermédiaires. (***selon les rapports 2018-2019 des commissaires aux plaintes et à la qualité des services***)
- Le secteur public représente un moindre déficit au niveau financier mais pas au niveau des autres formes de maltraitance selon le même rapport (27% des victimes demeurent dans un CHSLD)
- Le secteur communautaire représente, selon nous, une piste intéressante pour faire face aux déficits, mais il manque de ressources et de moyens financiers. L'avantage de ce secteur, sur le plan théorique et pratique, serait sa capacité de bénéficier des programmes de subvention pour rejoindre les personnes âgées vulnérables sur le plan financier, et pour bénéficier du réseau communautaire sur le plan soutien psychologique et en services. À chaque fois que l'engagement et la solidarité sociales sont mis en pratique, les déficits sont moins difficiles à relever.

La diversité culturelle représente un déficit dans la gestion des services dans une maison de personnes âgées.

Le bien-être social et physique est conditionnel à l'absence de l'isolement et de la maltraitance sous toutes ses formes et aussi à une nutrition adéquate.

Les conséquences d'un échec sur ce chapitre sont néfastes sur la santé mentale et physique des personnes qui vivent souvent, pratiquement de facto, un deuil permanent et un sentiment d'insécurité.

Pistes de réflexion:

- 1. Investir davantage dans la mise sur pied de projets de résidences de personnes âgées style intergénérationnelles !?***
- 2. A part les mesures légales et réglementaires, investir davantage dans la création de ressources expérimentées multilingues !?***
- 3. Soutenir les organismes communautaires agissant sur le terrain et surtout ceux qui forment et encadrent les proches aidant !?***

MERCI

www.romel-montreal.ca



@ROMELGRT



Notes des discussions

Table A

Question no 1 – Réactions face à l'exposition

- Manque de personnes d'origine chinoise dans l'exposition; pourtant, il y a beaucoup d'histoires heureuses et malheureuses en lien avec cette communauté au Québec/Canada.
- De manière plus générale, il y a une exclusion des immigrants de l'histoire québécoise telle qu'elle nous est transmise. Par exemple, les immigrants chinois ont construit les chemins de fer au Canada; certains sont arrivés au Canada à l'époque de la Nouvelle-France. Plusieurs autres communautés immigrantes se sont installées ici depuis l'Indépendance des États-Unis.
- Les immigrants étaient totalement exclus des discours du Gouvernement Couillard qui n'a jamais mentionné leurs contributions en lien avec les mouvements féministes et des ouvriers (des mouvements qui sont attribuables à des personnes immigrantes). Il faut se questionner sur la place des immigrants au Québec, que ce soit dans le domaine du logement ou ailleurs.
- Peu d'espoir pour une personne âgée qui est retraitée au Canada et qui reçoit seulement un montant de base (aide sociale). Les personnes âgées immigrantes ont moins de revenu de retraites privées. L'aide sociale n'est pas suffisante pour loger quelqu'un dans le secteur privé. Une personne qui est jeune peut au moins espérer trouver un emploi et améliorer sa situation.
- L'injustice est présente partout. Ça doit être très démoralisant de travailler pendant des années, et tout à coup, de se faire mettre à la porte sans explication et sans ressources.
- La thématique de la résilience revient beaucoup à travers l'exposition. Plusieurs immigrants attribuent leur résilience au bénévolat qu'ils entreprennent eux-mêmes. C'est formidable de constater qu'ils gardent espoir.

- La question de la religion : les gens avaient souvent besoin d'un endroit où ils avaient besoin de prier, de se recueillir (un endroit harmonieux, comme un banc, par exemple). Beaucoup de parcs et de verdure figurent dans les photos; cela signifie que ce sont des lieux importants pour eux. Certains objets d'appartenance ont également une connotation spirituelle ou une signification intergénérationnelle.

Question no 2 – Constats

- On n'aborde pas suffisamment la régionalisation du logement au Québec. En ce moment, les aînés ont de la difficulté à se trouver un logement à l'extérieur de Montréal car ils obtiennent très peu d'information sur les régions.
- La langue peut également représenter une barrière pour un immigrant qui souhaite se loger à l'extérieur de Montréal car la plupart des réseaux et services dans les régions sont francophones.
- La gentrification des quartiers centraux à Montréal force les personnes âgées à faible revenu de se déplacer à Laval, Dorval, Vaudreuil et d'autres régions qui sont mal desservies par un système de transport en commun, les services communautaires, les comptoirs alimentaires et les épiceries, etc..
- La gentrification a un effet d'entraînement sur les autres quartiers à Montréal (Hochelaga, Petite Bourgogne, etc.). Les nouveaux commerçants sur Notre-Dame dans le quartier St-Henri se voient forcés de quitter les lieux. La ville doit adopter des politiques pour contrôler les effets de la gentrification. Les petits financements n'ont pas de pérennité.
- La situation de logement dans les villes, c'est comme mettre son doigt entre l'arbre et l'écorce. Une amélioration des résidences dans un quartier entraîne une augmentation des revenus. Dans Parc-Extension, il y a déjà une transformation qui se produit; tout se rénove et on voit paraître des condos et des épiceries dispendieuses (ex : Provigo). Les gens qui sont sur l'aide sociale ne peuvent pas y magasiner; ils vont aux dépanneurs. Les immigrants à faible revenu vont être exclus de ces quartiers bientôt.
- CLSC Parc-Ex.: dernière rue à se faire nettoyer pendant l'hiver. Au lieu de l'arrondissement de la mairesse, la première route à se faire nettoyer devrait être celle menant au CLSC depuis le métro.

- Les personnes âgées qui sont propriétaires doivent s'occuper de la maison et des rénovations, et cela devient plus difficile avec l'âge. Il y a même des promoteurs qui en profitent pour faire du porte-à-porte dans le but d'offrir un prix en argent liquide pour la maison.
- Ailleurs, il y a des lois pour contrôler le marché. Les investisseurs étrangers se dirigent maintenant vers Montréal. Les personnes âgées se retrouvent donc avec un nouveau propriétaire, qui fait plein de nouvelles rénovations (ce qui augmente le loyer).
- Malgré le fait que les personnes âgées soient protégées par l'article 1959.1 (personnes de 70 et plus sont protégées contre l'éviction si elles résident dans leur logement depuis plus de 10 ans, ont un revenu faible) les gens ne font pas appel à cette loi sur le terrain car ce processus est long, et les locataires harcèlent leurs locataires pendant ce temps-là.
- Les aînés ont encore moins accès aux services judiciaires. S'il n'y a pas d'accompagnement sur le terrain, ils passeront à travers les mailles et ne pourront pas rester chez eux (surtout ceux qui habitent seuls et qui n'ont pas de témoins). Il n'y a aucune protection contre le harcèlement par les propriétaires. Ce n'est pas comme la maltraitance dans les institutions qui est beaucoup plus visible et publique. C'est comme la loi de la jungle.
- Un autre obstacle : la langue. Est-ce qu'ils savent qu'ils ont ce droit? Les immigrants âgés ignorent parfois qu'ils ont des recours. Même s'ils connaissent leurs droits, c'est fatiguant et ils ne veulent pas se battre. Ils ne savent pas qui peut les aider ou bien le comité de logement ne parle pas leur langue. C'est décourageant de devoir se battre quand il y a tellement d'obstacles.
- Quand on demande aux aînés immigrants de contester une expulsion ou des conditions insalubres avec leur propriétaire, il faut aussi prendre en compte leur parcours d'immigration. Il se peut que s'opposer au gouvernement soit impossible pour quelqu'un qui vient d'un pays où il y a une guerre ou un conflit politique.
- Statistique : la plupart des aînés immigrants arrivent au Canada par voie de parrainage. Sur papier, les enfants ont une bonne relation avec leurs parents, mais cette relation peut changer beaucoup quand les parents arrivent ici. Ils veulent éventuellement leur propre logement et ce n'est pas faisable

financièrement. Il faut attendre 10 ans pour obtenir une pension de la sécurité de vieillesse. Peut-être qu'ils ont apporté quelque chose de leur pays d'origine, mais il y a tout de même une difficulté financière.

- Culturellement, il existe entre les parents immigrants et leurs enfants des différences importantes (ils sont la tête de la famille en Chine, mais quand ils arrivent ici, leur statut social baisse nettement). Ils ne comprennent pas la langue, ils ne peuvent pas sortir de chez eux ou même acheter leurs propres épiceries. Les parents se sentent très isolés.
- Les parents chinois sans enfants ressentent parfois que le futur est fini; ils souffrent physiquement et psychologiquement. Pour les gens dans le quatrième âge (80 ans+) ils ont du mal à gérer leurs AVQs à la maison. Ils font parfois des chutes, et se retrouvent à l'hôpital, mais il n'y a pas de psychologues qui parle leur langue et ils se font renvoyer chez eux sans services de réadaptation.
- Programme HLM : le temps d'attente et souvent de 5-6 ans. Les gens oublient parfois qu'ils ont fait une demande, ou bien il manque l'appel de l'organisme et doivent postuler à nouveau (il y a des listes d'attente avec 11 000 noms).
- En dessous de l'échangeur Turcot, ou il y a un HLM, il n'y a pas de banc (malgré une grande population âgée qui habite là). Ça fait longtemps qu'on le demande : on veut dix bancs!
- Dans le réseau de la santé, le maintien à domicile ne sera plus durable dans 10-20 ans. Les personnes qui habitent en CHLSD, c'est les situations les plus avancées. Ce qui s'en vient, c'est qu'on va maintenir les gens à domicile. Plus de gens chez eux, isolés, peut-être ne parlent pas le français ou l'anglais. On est très en retard pour leur donner une vie décente.
- Projet D'Or Des Îles (Cartierville) : résidence pour personnes âgées. C'est un défi pour les immigrants de vivre dans un lieu comme ça parce que ce dernier ne représente pas leur culture (repas, etc.). Par contre, les gens sont satisfaits du logement en tant que tel.
- Plusieurs âgés immigrants ne veulent pas manger la nourriture qu'ils reçoivent dans les résidences/centres d'hébergement. La religion peut également jouer un rôle par rapport à cette question. Le résultat c'est que les gens restent chez eux jusqu'au dernier moment.

- Le développement des projets est difficile en raison des embûches administratives (c'est long). Pourquoi la ville ne facilite pas le travail de développement s'ils connaissent le problème?
- Au Sud-Ouest (Petite Bourgogne): le Foyer Hongrois (endroit OBNL) est un projet innovateur (mobilisation/foyer subventionné). Les résidents viennent d'une communauté hongroise qui a immigré il y a longtemps; ils se retrouvent dans le quatrième âge maintenant et on doit leur trouver un logement. Mais on apprend également à les connaître, on aborde la question de maltraitance avec eux, on gère les enjeux tels que la retraite des médecins qui laissent plein de patients sans ressources. Ces gens ne parlent pas la langue, et se méfient du réseau de la santé.
- À St-Henri, il y a des coops mais le bassin HLM est moins grand. En raison de la gentrification, les services de proximité ne sont plus pareils. Les gens ne se reconnaissent plus; c'est moins accessible.
- Il y a bien des organismes porteurs qui travailleront auprès des aînés qui veulent créer un projet de développement. Mais la longueur des projets est prohibitive (12 ans, c'est une éternité pour une personne aînée... certaines personnes sont décédées alors qu'on leur cherche un logement).
- Le problème n'est pas unique à la Ville de Montréal. La fonction publique (municipale et provinciale) se caractérise par un mode de culture qui gère les dossiers par silo/cloisonnement. Dans le réseau communautaire, la gestion de dossier mise sur le partage des responsabilités et une approche intersectorielle. Quand ils s'alignent, ça ne fonctionne pas. C'est un discours où on n'est pas capable de se comprendre. Les projets ne fonctionnent pas parce que le mode de fonctionnement doit changer.

Question no 3 – Solutions

- Il n'y a pas un seul type d'immigrant; il faut assurer des services différents pour répondre à des besoins particuliers. Certains immigrants peuvent être méfiants des réseaux publics en raison de leur parcours migratoire.
- Ce n'est pas juste une question de manque d'information. S'il y a des coquerelles ou une situation d'insalubrité, ce sont des tendances qui doivent changer.

- Il faut trouver des mécanismes de soutien psychologique/social pour les immigrants âgées. La ville doit adopter une approche intersectorielle (services alimentation, transport en commun pour créer une vie de quartier/une vie sociale) pour offrir une vie décente aux âgées immigrants.
- Une approche globale plutôt qu'une approche de projet (12-18 mois) : il faut collaborer avec les services de proximité pour augmenter l'accessibilité du transport, de pharmacie, alimentaire. Un partenariat à long terme nécessite une transformation de la fonction municipale et du secteur communautaire.
- La Banque d'interprètes : pas parfait, mais c'est des personnes qui peuvent faciliter l'accès dans les réseaux de la santé. Le problème, c'est que ça coûte de l'argent, mais plusieurs langues y figurent et les gens qui travaillent à la BII ont une compréhension des parcours migratoires. Il faut pousser pour que ce réseau soit plus accessible (ainsi que d'autres services comme les comités de logement).
- La ville doit créer plus de disponibilité dans les logements HLM. Le gouvernement ne construit plus de résidences HLM depuis 1994. La France a beaucoup évolué sur ce point; il y a des lois qui obligent les propriétaires à rendre accessible les logements abordables (20% du nombre de logements total). Il y plus de résidences fermées également (plus sécuritaire, plus beau).
- La ville doit acheter les terrains pour bâtir et garder des espaces où il y a des services de proximité/services communautaires qui sont accessibles aux immigrants âgés
- Réflexion doit être faite au niveau de la ville: est-ce que les villes sont faites pour les citoyens ou pour aller chercher des revenus pour la ville?

Table B

Question no 1 – Réactions face à l'exposition

- Le témoignage le plus marquant est celui de la femme qui a été parrainée par sa fille. Les aînés qui sont parrainés deviennent très dépendants des membres de la famille qui les ont parrainés.
- Avec cette exposition, je retiens que le fait d'être aîné est étroitement lié à la précarité. Pour cette raison les aînés tendent vers des métiers d'artistes. Il devrait y avoir des formations qui accompagnent nos aînés afin de mieux les aider à cheminer leur parcours de vieillesse.
- Le cas de la famille qui résidait à Montréal et qui était contrainte d'aller vivre en banlieue car n'avait plus les finances pour payer le logement à Montréal. Cela remet en cause la question du rêve canadien qui n'est pas toujours concrétisé pour les immigrants qui viennent. En effet, les immigrants aînés ou jeunes au moment où ils immigrèrent aspirent à réaliser des rêves qu'ils n'ont pas pu réaliser dans le pays d'origine.
- Dans le cas de la francisation des aînés immigrants, il est préférable que le formateur soit multilingue afin qu'il s'adapte à la langue des usagers.
- Les témoignages des parcours de vie dégagent beaucoup de talent et de résilience.
- Le problème rencontré dans la société d'accueil (dans notre cas le Québec) peut toujours être de victimiser les immigrants aînés par des contraintes de langues.
- Les aînés auraient beaucoup de talents à apporter au secteur communautaire mais on les approche peu.

Question no 2 – Constats

Précarité :

- Les loyers sont plus élevés pour les aînés alors que les revenus sont de moins en moins importants. Les aides gouvernementales ne suffisent pas et certains aînés se trouvent obligés de faire usage des banques alimentaires.

- Les aînés ne sont pas au courant de leurs droits en tant que locataires. Des fois on oblige les habitants à quitter l'appartement pour des raisons spécifiques, Ex : Une dame de Parc-Extension s'est faite renvoyée de chez elle car le propriétaire voulait augmenter le loyer.
- Les propriétaires qui décident de se faire plus d'argent vont toujours trouver une façon de contourner les faits : Réaménagement, travaux dans l'appartement.
- Les plaintes sur les problèmes de salubrité peuvent être faite par un tiers (membre de sa famille, proche...). Disponible au 311.
- Les immigrants aînés ont moins tendance à déposer plainte, par hésitation ou par manque d'informations sur leurs droits fondamentaux.
- Le processus de plainte est long pour les aînés immigrants. Aller vers les ressources nécessite un accompagnement. Il faut que l'aîné soit accompagné par une personne qui peut s'assurer de faire le suivi.
- Quand vous voyez des maisons pour personnes aînés, exemple : Côte-St-Luc, ses habitants sont privilégiés. Ils ont des services d'accompagnements sur place. Alors que dans un quartier comme parc extension, c'est une autre réalité. D'ailleurs, récemment, un aîné est décédé devant la porte de la résidence car il n'a pas reçu d'aide au moment il en faisait appel.
- Il y'a un grand besoin d'accompagnement au sein des HLM, car ces aînés habitants souffrent d'un grand isolement. Nos aînés ont besoin d'un contact humain au sein de ces habitations : « lors d'une récente interventions auprès d'aînés d'une résidence privée, les femmes aînées disaient se sentir isolées alors qu'il y'avait des animateurs d'activités sur place ».
- Les aînés au début sont souvent des personnes qui ont une situation financière stable, mais qu'avec la force des choses ils se retrouvent sans logement.

Isolement :

- Les activités au sein des résidences privés ne sont pas toujours efficaces pour combattre l'isolement des aînés. Les activités sont payantes.

- Dans notre quartier, on a reçu beaucoup de réfugiés syriens. Il y'a un problème intergénérationnel. Les personnes venant d'ailleurs sont encore attachées aux valeurs du pays d'origine. Les parents parrainés ne comprennent pas souvent la vie active des enfants. Les aînés parrainés par leurs enfants sont contraints de souffrir d'isolement alors qu'ils vivent avec ceux-ci. Un exemple : Lorsqu'une belle-mère est parrainée, il peut arriver qu'elles ne puissent pas vouloir être un problème dans le couple avec la belle fille. Donc elle va se retirer petit à petit de la famille.

Question no 3 – Solutions

- Le CACI offre des logements ou les prix sont abordables mais il faut s'inscrire. Mais ces logements ne suffisent pas car ils sont limités. Le problème c'est que la procédure avec l'office municipal est lente. Il faut tenir compte des statistiques ou les aînés s'expriment sur leurs besoins.
- Les aînés au début sont souvent des personnes qui ont une situation financière stable, mais qu'avec la force des choses ils se retrouvent sans logement.
- Dans tous les logements (HLM) pour aînés, il faut mettre des services de base, accessibles à tous les résidents. Il peut s'agir d'activités pour briser l'isolement, de service d'alimentation (popote-roulante), de permettre aux habitants de socialiser au moins 2h par jour.
- Il faut faire connaître les besoins en matière de logement à l'office municipal d'habitation. « Il y'a des aînés en plein hiver qui viennent nous voir pour un service alimentaire, en « babouche » ».
- Meilleure communication entre les institutions municipales et le communautaires.
- Favoriser les activités/ ateliers dans les HLM.
- Les logements sociaux ne sont pas des services universels comme la santé et l'éducation.
- Mettre en place des compensations financières pour remboursement mensuel pour que les aînés arrivent à joindre les deux bouts.

- L'accompagnement (long-terme) est important pour inciter les citoyens âgés à aller chercher leurs droits.
- Le modèle de gouvernance participative : aller entendre tous les besoins des âgés pour assurer une représentation effective dans les instances décisionnelles.
- Habiter la Mixité : Le développement de logements sociaux. Les problèmes qui peuvent exister dans les HLM, ça prend des moyens et des ressources.
- Les CLSC et l'office municipale de l'habitation doivent unir leurs forces pour améliorer la qualité de vie des citoyens âgés dans les HLM.
- Il faut plus de programme d'aide aux déplacements. Comme dans le cas des âgés qui suivent des cours de francisation ou des formations quelconques. Il est important de les encourager davantage dans leurs engagements et ne pas briser cela en ne les aidant pas à se déplacer plus facilement.
- Le gouvernement doit tenir compte que les âgés ont les compétences nécessaires pour occuper des emplois.

Table C

Question no 1 – Réactions face à l'exposition

La résilience et l'importance de la famille sont les deux éléments qui ont le plus ressorti quant aux éléments qui ont impressionné les membres de notre table. Il y a eu une réflexion par rapport aux services offerts qui sont surtout centrés sur l'individu, sans prendre en compte, ou presque, sa réalité familiale. L'une des participantes a surtout été impressionnée par le récit de la dame coréenne qui luttait contre la discrimination à laquelle elle faisait face dans son HLM. Des cas de discrimination dans les HLM sont, de l'avis des personnes qui en connaissent la réalité, une monnaie assez courante dans ce type d'installation.

Question no 2 – Constats

- La perte du rôle social fragilise et isole la personne aînée.
- Les personnes aînées qui ne parlent pas la langue deviennent vulnérables et dépendantes de leurs enfants.
- Les expériences intergénérationnelles ont donné de beaux résultats, ici comme ailleurs. On parle surtout d'activités impliquant les jeunes qui peuvent recevoir l'aide des aînés par rapport à leurs devoirs, ce qui confère un rôle à la personne aînée et la valorise. Il s'agit là de projets de jumelage qui ne demandent presque pas de ressources, mais une animation efficace, par contre.
- On a également parlé des résidences intergénérationnelles, une idée qui permet une meilleure fluidité entre les générations et brise l'isolement.
- Le fait qu'il existe des résidences uniquement pour aînés, ne laissant pas de place aux autres générations, contribue à l'isolement des aînés et ne permet pas toujours la création d'un sentiment d'appartenance.
- Les coopératives d'habitation constituent une bonne formule d'habitat, mais une prise en charge est requise. On revient, donc, à l'important rôle d'une personne-ressource qui anime le tout et favorise la cohésion et le sentiment d'appartenance.

- Il existe des situations d'abus assez fréquentes sur le marché locatif privé, de par le fait que certains aînés ne reçoivent pas les services auxquels ils auraient droit (par exemple des réparations essentielles) étant donné que leur loyer est bas (dans le cas où ils occupent le logement depuis longtemps).
- Des situations d'abus sont observées, par exemple des aînés qui versent un montant disproportionné à leur église d'appartenance.
- Les HLM se confrontent à des problèmes récurrents de salubrité et souvent les aînés immigrants ignorent les modalités leur permettant de défendre leurs droits.
- Il est difficile de rentrer en HLM, les listes d'attente sont longues et le critère du revenu est injuste, dans le sens qu'on demande à une personne seule d'avoir un revenu de 29 000 \$ et moins et à un couple d'avoir le même revenu (de 29 000\$ et moins à deux !).
- Il y a un manque criant d'information par rapport aux services offerts aux aînés — en général.
- Les travailleurs sociaux et étudiants dans le domaine ne suivent aucun cours sur la gérontologie et la réalité des personnes âgées, dont la démence. Il manque de formation dans ce domaine des personnes censées les aider.
- Il y a peu de moyens concrets permettant aux aînés de rester à la maison (ressources, soutien, aide, etc.).

Question no 3 – Solutions

- Formation obligatoire des inspecteurs incendie à la sécurité des aînés.
- Mettre en place des programmes tel qu'il en existe (sous la forme d'initiatives ponctuelles) comme l'Appel Bon Matin et la formation de sentinelles (ex. employés des banques, de pharmacies, de popotes roulantes, etc.) permettant de redoubler de vigilance et de déceler des situations de maltraitance et de détresse rapidement.

- Mettre en place des programmes de réinsertion sociale visant les personnes ayant fait des délits mineurs afin de leur permettre de s'impliquer auprès des aînés en effectuant des tâches aidantes et créer ainsi des liens doublement profitables.
- Mettre en place des programmes ados-aînés, un peu comme celui qui a cours en Suisse et qui a été ci-haut énoncé (l'aide aux devoirs).
- Prévoir l'attribution d'un travailleur social automatiquement à toute personne ayant atteint l'âge de 70 ans afin qu'elle puisse s'y référer en cas de besoin, dans une optique de *outreach* des personnes (car certaines tarderont de demander de l'aide et ne sauront pas toujours où se référer).
- Avoir une optique plus large permettant le développement de programmes qui tiennent compte des différentes réalités des aînés.

Table D

Question no 1 – Réactions face à l'exposition

Une participante a donné des commentaires : l'exposition est intéressante. Ça lui touche beaucoup et la fait penser à sa propre situation et les parcours d'autrui qu'elle a rencontrés dans le travail. En plus, les articles sont bien synthétisés, donc ils ne sont pas trop longs à lire. Cependant, les affiches sont petites.

Question no 2 – Constats

- Précarité jamais disparue : parcours comparé à une autoroute pleine de nids de poule.
- Certains programmes n'ont pas suivi le changement. La situation change toujours, mais les bailleurs de fonds préfèrent voir les statistiques au lieu de conclusion sur terrain.
- La continuité des programmes et des services pose un problème : « lâcher l'innovation ». Les bailleurs de fonds coupent le financement. Les bailleurs de fonds à tous les niveaux devraient s'habituer à faire confiance sur les professionnels sur terrain.
- Les organismes communautaires travaillent dans la première ligne, mais il manque de moyen et outil pertinent pour eux.
- L'effort sur le toit et les services ne sont pas équilibrés. Les services comprennent l'analyse des besoins régulière, l'aide familial/domicile, la gestion du logement, etc.
- « Vieillir chez soi » devient un thème de plus en plus important. Les personnes âgées aiment chez soi, mais il n'y a pas de services suffisants.

Question no 3 – Solutions

- Maintenir la balance entre le toit et les services.
- Réaliser le rôle important des organismes communautaires et leur fournir des outils pertinents.
- Améliorer la gestion des projets : la continuité ou le changement.
- Bagage à partager. Ex : habitation intergénérationnelle.

Table E - English

Question no 1 – Réactions face à l'exposition

- People are struck by the complexity of interactions within this population. So many of them have experiences of trauma, family separation, war (especially World War II), over many years - these things seem to be universal and take a toll on people across cultures.
- The exposition was captivating - all the stories were so different and they captured my attention. It made me think of an Afghan woman I met through my organization. She has been in Canada for 17 years and she doesn't speak English or French, always needs an interpreter. It took her 10 years to find her place. She is a beautiful artist, and now she teaches art. She still doesn't speak English or French, but she shows the art and people understand. But one day in our Music program, someone played a song in her language for her. She cried so much, and we couldn't understand but we comforted her. During the exhibition, I saw her in front of me.
- Older immigrants find common ground only after many years of persistence. They have to find their niche to feel security.
- The exhibition can be helpful for future immigrants, for them to know that it takes time to find their way.
- Finding religion and people from their community comes first, and then the community expands from there.
- The Jewish community founded the community sector here. They didn't close the door to other immigrant groups, they shared what they had and allowed other groups to learn from them. In the Ethiopian community, many came as youth, and we learned from the experience of older immigrants who shared their experiences of making community spaces. Much of the community sector today exists because of the work done by the Jewish community. It is important to seek out mutual aid.

- Many of our clients are of very old ages, 97, 93 years old. They struggle to work or provide for themselves. Housing becomes an issue when they go back to their country for the winter or to visit - often they have problems finding a subletter, or there is a problem with the subletter. They can't just move around every year. One of my clients doesn't have a lease, she lives with a friend in the living room. She gets services from CLSC home care, but she lives in a living room. I went to visit her and I wondered, how is it possible for her to establish a daily routine when she lives like this? This is the reality of housing for older immigrants.
- For sponsored immigrants, the stipend is only 30\$ a week. Normally it's more than 100\$ a week.

Question no 2 – Constats et solutions

- The government should allow access to low-income housing more rapidly. When immigrants come, no one tells them the full story of what it's like here, they think that everything is great. And then reality hits them. Sometimes a couple will sponsor their parents and then the couple divorces, the parents feel responsible.
- It's hard that these things are not within our control - the new government promises more affordable housing, but that won't happen.
- Sponsors take on the liability, but there should be an interim period -- sponsorship shouldn't cause suffering, the government should respect human dignity.
- Housing is the way to make people feel secure and able to move forward with dignity! We need to get out of the vicious cycle where we always repeat the same problems - every government does this. We could be spending money better, more wisely. Community organizations do the work but are not recognized. There is no perfect answer, as the problems change over the years. At one time, housing programs were welcomed and financed, and they were working - but as soon as they start to work, the services get cut, the government has new priorities.
- This is the problem in community organizations - they are underfinanced, so they can't be creative. They spend their time applying for money and less than half their time is spent providing services.

- The CLSC is one of our main partners. But how does it help with diversity? We just do referrals, back and forth. In our organization we see issues with people self-segregating, as well as issues related to cultural diversity. How can we move forward with a housing project - it's still not totally clear. Aging in dignity is not as easy when people self-segregate.
- A roof gives dignity and independence, leads to integration and minimizes isolation. We have to connect with the CLSC, it gives us power and voice.
- We have to elevate our partnership with the CLSC. When we meet with them, everybody is satisfied with where they are and what they're doing, they're afraid to change. The CLSC is a public body, there are more restrictions on workers and more rules than in the community sector. Community organizations are supposed to be more creative, but they are always fighting for funding and that doesn't allow them to be creative. The problems and needs are diverse, there is no one single solution. We tried to start an intergenerational housing project in Saint Laurent, but we had trouble convincing the municipality on the concept. Seniors need a feeling of safety in their homes - they are vulnerable. In nonprofit housing, they feel supported and the risk is minimized.
- A budget from the government comes with a mandate and deliverables. We can't do anything but fulfill the mandate, otherwise there is a risk of losing funding. So then we are able to serve less clients, and then the budget gets cut.
- We need a collective of community organizations. There is a lack of social engagement amongst community organizations. We are always competing for funding, and this makes us weak - we have no solidarity. Why do we turn in circles around the same problems for 25 years? Why can't we find solutions? The competition for funding makes us weak: we play the same game that serves the system. We are cheap and expendable labour. There will always be someone who doesn't contest the policies, who will take the funding that is offered to them. Our level of social commitment and solidarity is lacking.

Table F

Question no 1 – Réactions face à l'exposition

- C'était une excellente exposition qui nous fait connaître les réalités de certains immigrants aînés. Le récit de Julio du Nicaragua qui se dévoue au bénévolat m'a marqué – mais il y a plusieurs autres récits [que nous n'avons pas eu le temps de lire]. Il serait bien de recevoir tous ces récits afin de pouvoir les lire tranquillement chez nous.
- Parmi les quelques histoires que j'ai eu le temps de lire, j'ai reconnu plusieurs difficultés et réalités par rapport à l'immigrant. Par exemple, un des récits de Vancouver, où la notion de subvention est reliée au handicap, c'est marquant. Mais sinon, la notion de résilience, on voit ça beaucoup à notre organisme. On veut monter un projet comme ça de *storytelling* pour mettre en valeur ces histoires que nous voyons aussi.

Question no 2 – Constats

- Quand les gens font une application pour avoir accès à un logement HLM, il y a un règlement d'attribution [décidé par] le gouvernement du Québec. Les personnes sur la liste d'attente sont anonymes et on ne fonctionne que par pointage. Les logements sont attribués selon la position sur la liste d'attente, et [cette position monte ou descend selon] ces pointages. Ça peut prendre jusqu'à 5 ans d'attente... présentement il y a 20 000 personnes ou familles sur la liste d'attente. Il n'y a pas de différence par rapport au statut migratoire [et ce n'est pas de l'information demandée par l'OMHM].
- Sur le terrain, les questions de handicap et de vieillesse, ça se rejoint. On n'est vraiment pas assez avancé à Montréal dans cette question. Que tu sois aîné [et en perte de mobilité] ou handicapé, ton problème est non seulement de trouver un logement, mais d'en trouver un qui correspond à tes besoins.
- On sait que normalement le revenu moyen est bon, mais dans le secteur locatif on sait aussi qu'il y a beaucoup d'immigrants. Parfois ils vivent dans des appartements surpeuplés. J'ai visité des sous-sols insalubres [où plusieurs gens vivaient ensemble]. Il y a beaucoup à faire dans ce domaine. Pour toute personne qui vient ici le logement et l'accès au logement c'est le problème numéro un. J'étais membre

d'un comité [époque non précisée] et nous avons fait pression à la Ville pour construire un édifice pour immigrants. La plupart [des nouveaux logements ou des logements abordables] sont de petits appartements qui ne conviennent pas aux besoins de familles immigrantes qui ont plusieurs enfants ou sont des foyers intergénérationnels.

- L'OMHM offre différentes grandeurs de logement. Les normes sont là pour accommoder les différentes compositions de ménages. Comme il y a une carence de 20000 unités, on n'a pas le luxe de donner de gros logements à qui en veut. On est conscients du déficit de logements adaptés – ça reste un problème de financement. Nos habitations les plus récentes datent des années 1980. Aucun nouveau HLM n'a été construit en plus de 40 ans. Les montants qui nous viennent annuellement ne suffisent même pas à entretenir le parc. Par exemple, on aurait besoin de 150 millions par année seulement à Montréal, mais on a eu environ 85 millions cette année. À cause de restrictions budgétaires, on n'arrête pas de repousser ou changer nos priorités.
- [Tout le processus d'attribution de logement à prix modique] est anonyme, donc on ne détient pas de données sur la situation immigrante des gens. Je sais que la thématique de cette rencontre c'est le logement, mais le logement ne règle pas tout. J'ai remarqué que lors de la présentation de ce matin on a mis les logements sociaux et les CHSLDs dans la même catégorie de type de logement. Or, les HLMs ne sont pas des logements comme les CHSLDs. Nos appartements sont pareils à ceux du marché privé, soit qu'ils sont pour autonomes, et n'offrent aucun service. Notre préoccupation présente c'est la perte d'autonomie [qui est quasi impossible de déceler avec le système utilisé présentement]. Comme les gens sont tellement anonymes [dans le système], [et souvent] isolés, cela présente [de plus en plus de] difficultés liées à la gestion du logement. Par exemple, on a un problème de salubrité dû aux punaises de lit. [Régler une infestation de punaises ou de coquerelles est un processus à long terme qui requiert beaucoup de coopération et d'efforts de la part des locataires affectés, incluant bouger des meubles lourds, mettre tous les vêtements dans des sacs, etc]. Les gens isolés et en perte d'autonomie ne sont pas aptes à ces efforts de gestion nécessaires lorsqu'il y a une crise de salubrité – [nous avons des situations où] des gens sont incapables de préparer leur logement avant la venue des exterminateurs. L'Office essaie de s'en occuper et demande aussi l'aide d'organismes qui font l'entretien communautaire, par exemple. Aucun organisme ne veut ne veut s'impliquer, [particulièrement lorsqu'il s'agit de punaises de lit].

Question no 3 – Solutions

- Un des enjeux [dans le secteur locatif public] – pas nécessairement seulement le lot des personnes immigrantes – c’est le vivre ensemble. Même entre québécois dits ‘de souche’ c’est dur vivre entre voisins. Les gens auront été autonomes des années, et se retrouvent dans un bâtiment à vivre une certaine promiscuité, à devoir partager des espaces communs, et ça crée des frictions. Pendant plusieurs années on avait une subvention pour un programme qui faisait de l’intervention en lien avec le multiculturalisme à l’intérieur des habitations, le Programme Habiter la Mixité. Ça aidait beaucoup, mais nous avons dû fermer le programme faute de financement.
- Dans ma communauté il y a aussi un problème au niveau de la langue, car avec l’âge la connaissance du français se détériore. On pense sérieusement ouvrir une résidence hispanophone pour que les aînés se sentent plus à l’aise. Il n’y pas beaucoup de personnes d’affaires, d’individus dans la communauté, qui peuvent financer un projet semblable aux projets de résidences chinoises ou italiennes ou portugaises etc. C’est malheureux car je crois qu’il devrait y avoir de la mixité, mais c’est difficile.

Plénière – Discussion en grand groupe

- Besoin d'adapter le milieu d'éducation au vieillissement. Les établissements de santé ne tiennent pas compte de ces facteurs dans leurs formations. La formation des préposés qui servent cette population n'est pas faite de manière réfléchie. Recommandations : améliorer la formation des travailleurs sociaux et autres facultés en gérontologie, intégrer également une formation interculturelle qui reflète la diversité culturelle du pays.
- Il faut une personne pivot (travailleur social ou autre) dans les établissements pour les populations âgées qui peut faire un suivi des besoins d'une personne (faire des demandes de services auprès des CLSCs au besoin). Les familles souvent ne connaissent pas ces services.
- AQDR : nous menons des initiatives pour les âgés immigrants (développer un réseau de transport en commun à Montréal pour les 65 ans et plus, assurance-médicaments publique non-restreinte).
- Besoin d'améliorer le GIS pour les gens les plus pauvres (qui sont souvent des immigrants).
- Centre d'appui conseil immigrant : Projet Québec à Nous les Aînés (bénévoles non-rémunérés offrent des formations en français). Nous encourageons une société d'accueil afin de créer des liens d'amitié durable (organisation d'activités, soirée d'amitié interculturelle).
- Nécessite d'arrêter de sillonner les projets car les besoins sont les mêmes.
- Le manque de financement et la non-reconnaissance a mené à la démission des personnes pivots dans les établissements d'habitation.
- Le réseau communautaire est faible face au « système » en raison du manque de solidarité entre les organismes communautaires (même un manque d'engagement parmi les intervenants qui jouent le rôle de fonctionnaires). Le réseau communautaire doit savoir s'imposer.
- Besoin d'organismes/de personnes chercheurs car les besoins évoluent avec le temps. Le financement a été coupé sans raison valable.

Contact

Coordination :

Julien Simard

julien.simard@umontreal.ca

MERCI DE LA PART DE TOUTE L'ÉQUIPE !

